

Economie

La Turquie allège sa fiscalité pour attirer les investisseurs

mercredi 30 novembre 2005

Reuters - 29/11/2005 - 16h25

ANKARA (Reuters) - La Turquie annonce un ensemble de réductions fiscales drastiques dans l'espoir d'attirer les investissements étrangers dans un contexte de rivalité accrue entre pays émergents.

Des économistes se sont félicités de cette mesure, qui devrait entrer en application en 2006, soulignant qu'elle renforcera les entreprises turques face à la concurrence et qu'elle ne devrait pas compromettre le dernier plan de relance économique adopté par le pays pour un montant de 10 milliards de dollars avec le soutien du Fonds monétaire international.

« La baisse des taux d'imposition aidera la Turquie à mieux affronter la concurrence de ses voisins et des pays de l'Union européenne dans les investissements internationaux », a déclaré le Premier ministre Tayyip Erdogan au cours d'une réunion de son parti Justice et développement (AKP).

Erdogan a précisé que l'impôt sur les sociétés serait ramené de 30 à 20%, une réduction plus forte que prévu, et que le taux maximum de l'impôt sur le revenu serait abaissé à 30% contre 40% actuellement. Le taux minimum de ce dernier sera maintenu à 15%.

Quant à la taxation des investissements étrangers, elle sera ramenée à 28% au total, contre 37% actuellement, a ajouté le chef du gouvernement.

Erdogan a contribué à sortir son pays d'une grave crise financière en 2001. L'économie turque est maintenant plus vigoureuse qu'elle ne l'a été depuis plusieurs dizaines d'années, avec une croissance qui devrait atteindre encore 5% cette année après 10% en 2004.

L'inflation est tombée à moins de 10% pour la première fois en l'espace d'une génération, les ménages ont retrouvé confiance et les privatisations ont repris leur cours.

L'OCDE s'attend à ce que la Turquie réalise une croissance d'environ 6% en 2006 et en 2007 à la faveur d'un regain de confiance, dans le pays comme à l'étranger, à la suite de l'ouverture le 3 octobre de négociations en vue de son adhésion à l'Union européenne.